



La Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060, un pari à gagner pour le Président Ndayishimiye



Dans son séjour à Washington D.C où il est allé prendre part au National Prayer Breakfast, le Chef de l'Etat burundais Son Excellence Evariste Ndayishimiye a multiplié les entretiens avec plusieurs leaders et personnalités de marque en vue de conclure des partenariats susceptibles de faire avancer le pays vers l'atteinte de la Vision "Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060".

Le mardi 4 février 2025, le Président de la République du Burundi a accordé une audience à l'Ancien Directeur Général du Programme Alimentaire Mondial, Monsieur David Beasley. Au cours de cette audience, ils ont échangé sur la situation socio-économique qui prévaut

au Burundi où le Chef de l'Etat Burundais a relaté les efforts de son peuple orientés vers le relèvement économique du pays.

"Le Burundi est un pays réconcilié, la paix et la sécurité règnent partout. Maintenant nous nous attelons au développement", a fait remarquer le Président de la République du Burundi réitérant cependant sa crainte suite à la détérioration de la paix et de la sécurité en République Démocratique du Congo, une situation qui, selon lui, risque d'affecter les pays voisins, voire même toute la région, si la Communauté internationale n'agit pas dans l'immédiat et avec énergie.

Dans cette Edition:

page

La Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060, un pari à gagner pour le Président Ndayishimiye

1

Le développement du Burundi au cœur des entretiens menés par le Président Ndayishimiye à Washington D.C

2

Le Couple présidentiel burundais a pris part au National Prayer Breakfast

3

Commémoration du 34^{ème} anniversaire de la charte de l'unité nationale en mairie de Bujumbura

3

Le Burundi s'engage à combattre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

4

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement dresse son bilan semestriel et réaffirme la mise en œuvre de la vision du Burundi à l'horizon 2040-2060

5

Le Burundi renforce son rayonnement diplomatique et sa coopération internationale

6

Vers une Couverture Sanitaire Universelle en Afrique

7

Le Gouverneur de la province Gitega appelle les natifs à investir dans les secteurs stratégiques

7

Le Numéro Un burundais a également reçu en audience Monsieur Roger Jantio, PDG du Sterling Merchant Finance Limited, une institution financière qui appuie les investissements en Afrique et qui voudrait initier des projets d'investissements au Burundi notamment dans le secteur minier.

Le Président de la République du Burundi s'est, par ailleurs, entretenu avec la Présidente de l'organisation "Institute for Women's Health" Madame Valérie Huber qui souhaite établir un partenariat avec le Gouvernement du Burundi particulièrement en vue d'améliorer la

santé et le bien-être des femmes via le Projet PROTEGO.

Lors de ce premier jour à Washington D.C, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience Monsieur Peter Pham, Ancien Envoyé Spécial des NU pour la Région des Grands Lacs. Ils ont évoqué les questions liées au développement du Burundi et à la restauration de la paix en République Démocratique du Congo pour le maintien de la paix et de la sécurité dans la Région des Grands Lacs. **(Présidence)**

Le développement du Burundi au cœur des entretiens menés par le Président Ndayishimiye à Washington D.C



Poursuivant son séjour à Washington D.C, aux USA, le Chef de l'Etat du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a débuté la journée le mercredi 5 février 2025, la rencontre avec le sénateur Monsieur Steve Daines, membre de la Sous-commission chargée des relations avec l'Afrique. Il a salué le courage et le leadership du Président Burundais qui inculque à la jeunesse africaine de bonnes valeurs. « I am proud you stand for faith, family and potecting life », a dit le sénateur américain heureux d'apprendre que le Burundi est parmi les pays signataires de la déclaration « Geneva consensus declaration » une déclaration qui est contre l'avortement et qui met en avant la promotion de la santé de la femme et le renforcement de la famille.

Lors de cet entretien, le Président du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye et le sénateur Monsieur Steve Daines se sont par ailleurs réjouis des

bonnes valeurs culturelles et religieuses que partagent le Burundi et les USA fondées sur la foi en Dieu le Tout puissant, la famille et la protection de la vie.

Le Numéro Un Burundais a en outre rencontré le sénateur Monsieur Lonny Jackson, membre de la sous-commission chargée des relations extérieures avec qui ils ont échangé entre autres sur la possibilité pour le Burundi d'être à son tour régi par l'AGOA afin de lui permettre d'exporter certains produits vers les Etats-Unis sans droits de douane ni quotas. Toujours au chapitre

des entretiens, le Numéro Un Burundais a enfin eu des échanges fructueux avec Monsieur Dr John Peterson, Professeur d'université qui dispense des cours en ligne en rapport avec l'indépendance financière, l'entrepreneuriat, la responsabilité humaine pour le développement holistique de l'individu et de la personne humaine. Le Président de la République du Burundi a saisi cette occasion pour l'inviter au Burundi afin qu'il fasse bénéficier aux jeunes Burundais ces connaissances.

A la fin de la journée, le Couple Présidentiel burundais a pris part au déjeuner parlementaire qui a eu lieu au Capitoll Hill et qui a été organisé dans le cadre des activités préparatoires du National Prayer Breakfast pour cette année 2025, prévues le jeudi 6 février 2025. Un dîner d'ouverture de cet événement a été également offert tard dans la soirée. Ce fût un moment pour les participants d'échanger et de partager des témoignages édifiants. **(Présidence)**

Le Couple présidentiel burundais a pris part au National Prayer Breakfast



Aux côtés de ses homologues et leaders du monde, le Chef de l'Etat Burundais Son Excellence Evariste Ndayishimiye a pris part ce jeudi 06 février 2025 au National Prayer Breakfast qui a été solennellement ouvert par le Président Américain Son Excellence Donald Trump à l'hôtel Hilton à Washington D.C.

Dans son discours, le Président Américain Donald Trump a indiqué que cette bonne tradition a débuté en 1953 et qu'il a l'intention de la perpétuer, raison pour laquelle il a tenu à y participer physiquement. Il a par ailleurs souligné que la religion aux Etats Unis a beaucoup souffert ces dernières années mais qu'elle va être plus fortifiée.

Dans la séance de clôture de cet événement, le Président de la République du Burundi a prononcé un discours dans lequel il a présenté la topographie du Burundi, montrant sa ressemblance avec celle du

Canaan, un pays qui regorge de beaucoup de potentialités dans l'agriculture et en termes de ressources naturelles mais qui sont encore inexploitées.

"Nous venons d'un jardin caché au cœur de l'Afrique entre l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Est, malheureusement nous n'avons pas encore commencé à exploiter nos ressources naturelles, raison pour laquelle notre pays reste encore méconnu " a déploré le Président burundais.

Se basant sur le thème choisi pour cette année à savoir "L' amitié autour de la personne de Jésus", le Chef de l'Etat du Burundi a fait savoir que le Burundi a vécu ce thème pendant la période de réconciliation nationale et que grâce à la prière, le peuple s'est réconcilié, que le Burundi est maintenant paisible et stable.

Après son discours qui a été accueilli par un tonnerre d'applaudissements, il a suivi un moment de prière collective pour le Chef de l'Etat Burundais, pour sa famille et pour le Burundi implorant au Seigneur la sagesse, la bénédiction, la protection divine et le discernement.

En marge du National Prayer Breakfast, le Numéro Un Burundais a rencontré ce jeudi 06 février 2025, le Député Jonathan Jackson. Leurs échanges ont porté sur le développement du Burundi à travers la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060 et la question de la paix et la sécurité dans Région. **(Présidence)**

Commémoration du 34^{ème} anniversaire de la charte de l'unité nationale en mairie de Bujumbura



A l'occasion de la commémoration du 34^{ème} anniversaire de la charte de l'unité nationale, le mercredi 5 février 2025, le Prési-



dent du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagira, s'est associé au Vice-Président de la République

du Burundi, Son Excellence Prosper Bazombanza, qui a représenté le Chef de l'Etat du Burundi dans cet événement, et aux autres hauts dignitaires de la nation, dont le Très Honorable Président de l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre, l'Ombudsman, certains parlementaires, le Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, certains responsables administratifs de la mairie de Bujumbura, les différents invités de marque, les représentants des confessions religieuses, ainsi que d'autres citoyens burun-

dais, lors de ces cérémonies qui se sont déroulées au monument de l'Unité Nationale.

Son Excellence le Vice-Président de la République du Burundi a alors procédé au dépôt d'une gerbe de fleurs au monument de l'unité nationale. La célébration de cette année s'est faite sous le thème : "Soyons unis comme des frères et sœurs, et renforçons l'unité à travers la réalisation des projets de développement." (**Sénat**)

Le Burundi s'engage à combattre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme



Cela se traduit encore une fois par le projet de loi portant modification de la loi numéro 1/02 du 04 février 2008 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme soumis à l'analyse et l'adoption de l'Assemblée Nationale en sa séance plénière le lundi 03 février 2025, dirigée par l'Honorable Sabine Ntakirutimana, Premier Vice-Président de cette institution. Le Gouvernement avait envoyé le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Nestor Ntahontuye, pour présenter l'exposé de motifs du projet de loi qui, en fin de compte, a été adopté à



l'unanimité.

Cet engagement date de plus belle lurette à travers la ratification de la Convention internationale pour la répression du terrorisme de 1999, la convention des nations Unies contre la criminalité Transnationale organi-



sée et les protocoles s'y rapportant de 2000 et la convention des nations Unies contre la corruption de 2003. En 2005, Il a adopté une stratégie nationale de lutte contre la corruption ayant abouti à la mise en place des institutions spécialisées de répression de la corruption et de ses infractions connexes. En 2008, une loi pour réprimer les crimes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme a été mise en place. Cette loi prévoyait une mise place d'une cellule nationale de renseignement financier dans l'objectif de mieux détecter, prévenir et réprimer les infractions relatives au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.

Toutefois, le constat est que cette loi est lacunaire car ses dispositions n'intègrent pas tous les standards internationaux. Les lacunes ont trait d'abord au recouvrement des avoirs. En effet, il n'y a pas de pouvoir dévolu aux autorités de geler, de saisir et de confisquer les avoirs des individus ou entités suspectées de financement du terrorisme. En plus de cela, la loi de 2008 n'est pas mise à jour concernant l'émergence de nouvelles technologies financières. Certes, le développement rapide des technologies, surtout les crypto-monnaies, a introduit de nouveaux moyens de blanchiment de capitaux qui, souvent, échappent aux mesures de surveillance traditionnelles. L'autre

insuffisance est l'inadéquation des sanctions. En effet, les sanctions prévues par la loi de 2008 ne sont pas suffisamment dissuasives ni sur le plan pénal, ni sur l'aspect financier. En outre, les délais pour imposer ses sanctions sont souvent trop longues, et cela réduit l'efficacité de la loi. Enfin, l'insuffisance des mécanismes de coopération internationale est une autre lacune.

Le projet de loi vient alors en réponse aux manquements décelés notamment en définissant le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme référence faite cette fois-ci aux standards internationaux, en mettant en place des plateformes d'échange de cryptomonnaies et un suivi de leurs transactions car désormais ces plateformes sont obligés de se conformer aux mêmes obligations que les institutions financières tradition-

nelles, et en améliorant les mécanismes de coopération internationale pour lutter contre les crimes de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme au niveau international.

Il sied de souligner que le nouveau texte de loi prévoit une mise en place d'une cellule nationale de renseignements financiers qui dispose d'une protection fonctionnelle et d'une immunité pénale. Les Députés sont inquiets que ce statut risque d'ouvrir la porte aux abus commis par les membres de cellule. A cela, le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Nestor Ntahontuye a répondu que cette cellule doit jouir de la protection fonctionnelle et de l'immunité pénale, référence faite à la cellule de renseignements financiers au niveau mondial. **(Assemblée Nationale)**

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement dresse son bilan semestriel et réaffirme la mise en œuvre de la vision du Burundi à l'horizon 2040-2060



Le 03 février 2025, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, S.E. Ambassadeur Albert Shingiro, a tenu une conférence de presse pour présenter les activités réalisées par le ministère au cours du premier semestre de l'année budgétaire 2024-2025. Cet exercice de redevabilité s'inscrit dans la vision nationale d'un Burundi émergent en 2040 et développé en 2060, sous l'impulsion du Chef de l'État, qui a proclamé 2025 comme une « année laborieuse ».

Le ministre a présenté son bilan autour de deux piliers fondamentaux de la vision 2040-2060 sur

lesquels le Ministère se base pour exercer ses fonctions. Ces piliers sont : l'engagement de l'État et le partenariat fructueux avec les autres nations. Il a souligné la signature de 17 accords bilatéraux avec plusieurs pays, dont la Chine, la Zambie, le Tchad et la Hongrie. Ces accords couvrent un large éventail de domaines, notamment l'exemption de visas, la coopération scientifique et économique, la protection des investissements, ainsi que l'exportation de produits agricoles burundais. Il a également mentionné des projets d'envergure, comme la construction d'un bâtiment de 12 étages pour abriter le ministère à Gitega et la modernisation de l'aéroport Melchior Ndadaye.

Dans le cadre de la protection des Burundais vivant à l'étranger, le ministère a organisé en juillet 2024 une semaine spéciale dédiée à la diaspora. Cet événement a permis aux Burundais de l'étranger d'échanger avec le gouvernement sur les opportunités d'investissement et leur contribution au développement national. En parallèle, une révision de la politique nationale de la Diaspora a été amorcée afin de mieux encadrer les travailleurs burundais expatriés. Le ministère a également mené des contrôles auprès des agences facilitant l'emploi à l'étranger afin de s'assurer de leur conformité aux normes en vigueur.

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement a également intensifié ses efforts pour lutter contre la traite des êtres humains. Le ministère a renforcé la coopération régionale en organisant un forum dans la province de Rumonge, pour discuter du développement de la politique régionale de la diaspora de l'EAC.

Pour conclure, S.E. Albert Shingiro a exprimé sa satis-

faction quant aux résultats atteints, avec un taux de réalisation estimé à 97%. Il a souligné l'importance de l'engagement collectif pour renforcer la diplomatie burundaise et promouvoir le développement du pays. Il a enfin remercié tous les partenaires et acteurs impliqués, réaffirmant la détermination du ministère à poursuivre ses efforts pour le rayonnement du Burundi sur la scène internationale. **(MAECD)**

Le Burundi renforce son rayonnement diplomatique et sa coopération internationale



La diplomatie burundaise poursuit son essor avec des avancées notables en matière de souveraineté, de coopération régionale et de gouvernance. Lors d'une conférence de presse de ce 03 février 2025, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, S.E. Ambassadeur Albert Shingiro, a dressé un bilan positif du premier semestre de l'année budgétaire 2024-2025 et a exposé les perspectives ambitieuses du pays.

Dans le cadre de la consolidation de sa souveraineté, le Burundi a entamé l'ouverture de nouvelles ambassades au Canada, au Cuba et au Vatican. Il a également inauguré un consulat général à Kigoma, en Tanzanie, renforçant ainsi sa présence diplomatique dans la région. Par ailleurs, le pays a activement participé aux rencontres internationales pour défendre ses intérêts et contribuer aux solutions mondiales sur des questions cruciales telles que la paix, la sécurité, le climat et la lutte contre le terrorisme.

Le rôle du Burundi dans les instances internationales s'est renforcé ces derniers mois. Le pays préside désormais le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA-23) et siège à la Commission des Nations Unies pour la protection des droits de l'homme à Genève. En outre, il dirige la Troisième Com-



mission de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York et se prépare à prendre la présidence de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale en 2025, avant d'assurer celle de l'Union africaine en 2026.

En matière de gouvernance, le ministère a poursuivi ses actions pour lutter contre la corruption et améliorer la gestion administrative. L'introduction d'un suivi numérique des heures de service des employés et l'harmonisation des sites web des ambassades visent à accroître la transparence et l'efficacité. De plus, un service d'interprétariat qui opère en kirundi, français, anglais et arabe a été mis en place pour mieux servir les intérêts du pays.

Le Burundi se projette vers l'avenir avec une vision claire : promouvoir la diplomatie économique qui a cinq ramifications, attirer les investissements, valoriser le tourisme et faciliter l'émigration contrôlée de sa main-d'œuvre. Avec des perspectives prometteuses et une ambition affirmée, le pays entend renforcer son influence sur la scène internationale tout en garantissant son développement durable, a-t-il conclu. **(MAECD)**

Vers une Couverture Sanitaire Universelle en Afrique



Du 3 au 4 février 2025, le Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, a organisé à Bujumbura le théâtre d'une importante conférence internationale sous le thème : «Couverture sanitaire et protection sociale universelle en Afrique ».Ce théâtre a rassemblé des acteurs du secteur mutualiste pour discuter sur les défis existants et des solutions en matière de santé et de protection sociale.

Dans son discours d'ouverture, la Ministre de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre Madame Imelde Sabushimike a salué l'initiative du Président burundais Son Excellence Evariste Ndayishimiye, qui a permis l'organisation de cette conférence. Elle a souligné que cet événement reflète la volonté du Gouvernement burundais de promouvoir la protection sociale universelle, en particulier la couverture en matière de santé. La Ministre de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre Madame Imelde Sabushimike a rappelé l'importance de la Mutuelle de la Fonction Publique, créée en 1980, comme un pas vers la gestion efficace de l'assurance maladie pour les agents publics.

Le deuxième jour de la conférence, le Président de

l'Association Internationale de la Mutualité Monsieur Loek Caubo a fait part des résultats positifs des discussions. Les deux journées ont été marquées par l'échange d'idées novatrices et l'identification des défis auxquels est confronté le secteur mutualiste. Il a exprimé l'espoir que les participants passeront rapidement à l'action pour concrétiser les résolutions prises.

La Directrice Générale de la Mutuelle de la Fonction Publique, Docteur Sylvie Nzeyimana a déclaré que les mutuelles, en collaboration avec le secteur public et les systèmes de santé nationaux, peuvent jouer un rôle crucial dans l'élargissement de l'accès aux soins. Elle a également insisté sur la nécessité d'un cadre réglementaire favorable à l'économie sociale et solidaire, comme recommandé par les résolutions de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'Organisation International du Travail (OIT).

A l'issue de la conférence, les participants ont recommandé l'instauration de mécanismes d'adhésion obligatoire à la couverture sanitaire pour garantir une protection sociale durable. Le Président de la Plateforme des Acteurs Promoteurs des Mutuelles de Santé du Burundi (PAMUSAB), Docteur Edouard Nkurunziza a souligné que malgré un taux d'adhésion encore insuffisant, les mutuelles de santé communautaires possèdent l'expertise nécessaire pour soutenir l'assurance santé universelle, notamment dans le secteur informel et rural.

La troisième Conférence Internationale Mutualiste s'est conclue sur des échanges riches et constructifs. Les débats ont permis d'aborder les préoccupations des participants, avec la présence de plus de 27 mutuelles de santé et d'organisations mutualistes d'Afrique et d'Europe. Cet événement a représenté une étape significative vers la réalisation d'une couverture santé universelle en Afrique, mais il reste encore beaucoup à faire pour surmonter les défis existants. (RTNB)

Le Gouverneur de la province Gitega appelle les natifs à investir dans les secteurs stratégiques

Le mercredi 5 février 2025, le Gouverneur de la province Gitega Monsieur Venant Manirambona a lancé un appel aux natifs de la région pour qu'ils s'engagent davantage dans des secteurs stratégiques tels que les mines, la trans-

formation agroalimentaire et le tourisme dans les cérémonies d'échange de vœux organisées par l'administration provinciale au chef-lieu de la capitale politique Gitega.



Ces cérémonies, organisées par l'administration provinciale, ont permis aux participants de dresser un bilan des réalisations accomplies, de relever les défis rencontrés et d'établir des perspectives pour l'avenir. Selon le Gouverneur de la province Gitega Monsieur Venant Manirambona, cette rencontre est une opportunité d'auto-évaluation collective, essentielle pour le progrès de la province.

Dans son discours, il a salué les progrès réalisés dans divers domaines, notamment dans les secteurs agropastoral, de la santé et des infrastructures. Cependant, il a également reconnu que certains secteurs stratégiques, comme celui des mines et des usines de trans-

formation agroalimentaire, restent encore sous-développés. «Le développement de ces secteurs est crucial pour l'économie de notre province. Il a invité tous les natifs de Gitega à s'y intéresser davantage pour transformer ces défis en opportunités».

Pour renforcer l'attractivité de la province Gitega en tant que capitale politique, Monsieur Venant Manirambona a également encouragé les natifs à investir dans des infrastructures touristiques et hôtelières modernes. Selon lui, ces initiatives contribueraient non seulement à redorer l'image de la province, mais aussi à attirer davantage de visiteurs.

Au nom des natifs de la province Gitega, le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, Monsieur Prosper Dodiko a exprimé sa satisfaction lors de cette cérémonie. Il a partagé la vision du Gouverneur en insistant sur l'importance d'investir dans les secteurs des mines et de la transformation agroalimentaire, tout en soulignant que ces domaines représentent un potentiel énorme pour la province.

Les cérémonies d'échange de vœux ont réuni des natifs de tous horizons, mettant en lumière la nécessité d'unir les efforts pour faire avancer la province. (RTNB)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi